

## Le Maroc et la Tunisie à l'épreuve politique de la Covid-19

Les mesures sanitaires semblent avoir un aspect plus sécuritaire, afin d'apaiser les tensions sociales.

Pierre Vermeren

Quand la crise de la Covid-19 frappe l'Europe à l'hiver 2020, les pays d'Afrique du Nord ne sont pas dans une forme optimale. Divisée, cette région est aussi encerclée au Sud et à l'Est par la ceinture du djihadisme, qui va de la Libye au Mali. Début 2021, les frontières intérieures de la région demeurent fermées, et les peuples sont assignés à résidence, alors que les économies sont en phase critique d'endettement et de décroissance. Or, à la différence de la France, il n'existe pas de filet de protection sociale au Maghreb. Le Maroc et la Tunisie endettés sont logés à la même enseigne : leurs habitants – fonctionnaires et employés des grands groupes mis à part – ne peuvent compter que sur les réseaux de solidarité familiale ou de voisinage pour palier la contagion du chômage et de la cessation des salaires.

Après un an de crise sanitaire, la situation dans ces deux pays du Maghreb – non plus qu'en Algérie d'ailleurs – ne s'est pas améliorée : même si cette région a disparu des écrans et des radars de l'information internationale, chaque pays s'est replié sur lui-même, sans beaucoup de possibilités de rebond ni d'initiative, en attendant des jours meilleurs. À cet égard, l'accord que le Maroc a signé le 22 décembre 2020 avec les États-Unis et Israël, avec le soutien des Émirats arabes unis, est à analyser aussi comme la recherche par le Royaume d'une bouffée d'oxygène économique, quels que soient les risques intérieurs. Face à la terrible crise économique qui les frappe, la seule option des pouvoirs publics de ces pays est de présenter à leur peuple et à l'Europe une attitude en apparence rigoureuse dans la traque du virus, dans le confinement des populations, et dans la fermeture ou le contrôle des espaces nationaux.

Plus qu'en Europe, le confinement sanitaire se traduit au Maghreb par un confinement sécuritaire. Pour tenir en respect et à distance une contestation sociale et politique que tous les indicateurs économiques semblent annoncer, les États ont pris des mesures drastiques

quand cela leur semblait nécessaire. Mais il y a au Maroc une grande opacité sur la nature et les motivations des mesures adoptées : quand une région, une ville ou un quartier sont pratiquement coupés du monde, encerclés par les forces de l'ordre, et qu'il faut des laissez-passer pour entrer ou sortir, est-ce pour des raisons sanitaires comme dans *La Peste* de Camus, ou pour des raisons sécuritaires, comme cela fut le cas par le passé ? Nul ne le sait, mais les rumeurs vont bon train.

D'autant plus qu'au Maghreb, la crise de la Covid-19 est nettement moins virulente que dans l'Europe ouverte. Avec près de deux fois plus d'habitants, le Maghreb a eu un nombre de victimes bien plus faible que la France lors de la vague épidémique du printemps 2020, et même si cela a augmenté lors de la deuxième vague à l'automne, puis à l'hiver 2020-21, le Maghreb demeure très en-deçà quant aux chiffres de la mortalité : à la mi-février 2021, on dénombrait presque six fois moins de morts officiels qu'en France rapporté à la population. Les populations y sont plus jeunes. Mais les comparaisons sont à prendre avec précaution, étant donné la situation sanitaire spécifique du Maghreb, le secteur de la santé étant bien plus démuné qu'en Europe, tant en termes de ressources humaines qu'en capacités techniques et financières. Ainsi, la faible disponibilité de tests et leur coût pour le patient écartent de fait des statistiques la majorité des habitants, au Maroc comme en Tunisie.

### La situation politique

En octobre 2019, la Tunisie s'est choisie un président inconnu dans le cadre de sa démocratie politique. Le juriste Kaïs Saïed (né en 1958) a été librement élu par un gros quart de l'électorat tunisien. Cet universitaire constitutionnaliste discret a pour principales vertus, aux yeux de ses électeurs – en majorité de jeunes diplômés urbains –, de n'être ni corrompu ni affairiste,

Pierre Vermeren, professeur d'histoire des sociétés d'Afrique du Nord contemporaine (Paris1) en délégation CNRS à l'IRMC de Tunis en 2020-2021. Auteur de *Déni français. Notre histoire secrète des liaisons franco-arabes* (Albin Michel, 2019), *Le Maroc en 100 questions, un royaume de paradoxes* (Tallandier, juin 2020) et *On a cassé la République, 150 ans d'histoire de la nation* (Tallandier, septembre, 2020).

de parler un arabe classique fleuri et emphatique, et d'incarner le Tunisien moyen, dont il a longtemps partagé l'existence. Face à lui, le Parlement est dominé par une alliance complexe entre libéraux, nationalistes et surtout islamistes, qui ont élu comme président le vieux chef du parti Ennahda, Rached Ghannouchi (79 ans). Le gouvernement a été dirigé successivement par deux jeunes premiers ministres libéraux et technocrates contraints de s'entendre avec Ghannouchi. Entre les trois partenaires institutionnels, les batailles politiques et de prérogatives sont constantes, exaspérant l'opinion et paralysant l'action politique jusqu'au début de l'année 2021. Les réponses apportées à la crise de la Covid font l'objet d'un relatif consensus au milieu d'une situation chaotique. En janvier 2021, les 10 ans de la révolution ont été salués par près d'un mois de manifestations nocturnes, tournantes et parfois violentes, réprimées sans beaucoup de ménagement par les forces de l'ordre.

Le roi du Maroc, Mohammed VI (né en 1963) a fêté en juillet 2020 ses 21 ans de règne. À 57 ans, on le dit malade, mais il est très visible dans les médias. Bien que le gouvernement et le Parlement soient dominés par l'islamiste Parti de la justice et du développement (PJD), chef de file d'une savante coalition unissant les contraires, le roi et ses conseillers demeurent en situation monopolistique dans la conduite des affaires du pays, en particulier dans les domaines régaliens. Le Maroc entame une année électorale qui doit renouveler en 2021 toutes ses assemblées élues et changer son gouvernement. Le Palais a surmonté la menace un temps représentée par le *Hirak* du Rif en 2017, et les autorités se sont montrées extrêmement vigilantes et nerveuses durant les événements algériens de 2019. Au Maroc, la crise de la Covid-19 est venue clore une séquence quelque peu tendue. En interdisant de fait les manifestations publiques de protestations, qui se sont de ce fait exprimées sur les réseaux sociaux et dans la presse, donnant lieu à quelques condamnations et emprisonnements d'opposants politiques.

### Les mesures face à la pandémie

**E**n quelques semaines, à la mi-mars 2020, le Maghreb s'est littéralement claquemuré : couvre-feu, confinement, fermeture des établissements recevant du public, arrêt des trafics maritime et aérien, fermeture des frontières, fermeture des mosquées, suspen-



**Manifestation de protestation placée sous le slogan « libérez la Tunisie ». Tunisie, 6 mars 2021.** /FETHI BELAID/AFP VIA GETTY IMAGES

sion des pèlerinages et des voyages ; des milliers d'étrangers se retrouvent coincés au Maghreb pour des mois, et des millions de Maghrébins sont interdits de rentrer dans leur pays. Partout les patrouilles de police circulent et répriment sans ménagement les contrevenants. On ne joue pas au foot au Maghreb les soirs de confinements ! Même les mosquées sont strictement fermées, et des dizaines de millions d'enfants et de jeunes sont, un temps, confinés chez eux : l'école est suspendue.

Cette situation sociale inédite pose de considérables problèmes à la population, car des millions de Maghrébins vivent petitement, dans d'étroits logements à la limite de la salubrité parfois, et que les revenus sont souvent à l'arrêt. Il n'existe pas d'assurances sociale ou de chômage, rien au-delà de promesses rarement tenues des gouvernants. Les familles tunisiennes dont les parents sont au chômage, ont touché l'équivalent de 80 eu-

ros en mai, puis à nouveau en septembre 2020 : soit 160 euros pour une famille pendant toute l'année 2020. Mais les célibataires ou les couples sans enfants n'ont rien touché. Dans ce pays, d'après la Banque mondiale, 59 % des travailleurs privés d'emplois durant le confinement n'ont pas perçu de salaire, 30 % l'ont conservé et 10 % n'en ont reçu qu'une partie. Au Maroc, 44 % des ménages modestes n'ont strictement rien perçu pendant le confinement (contre seulement 10 % chez les plus aisés). Des millions de Maghrébins des classes populaires, privés d'emploi et de revenu, sont tenus de revenir – s'ils l'ont quittée – à la frugalité ancestrale de cette région semi-aride, faite de blé, d'huile, de thé et de sucre, en attendant des jours meilleurs.

Au demeurant, ces populations savent qu'il vaut mieux ne pas tomber malade, car leurs services de santé sous-calibrés seraient bien en peine de faire face à une épidémie massive. Les hôpitaux publics, habituellement débordés, ne disposent pas des moyens nécessaires (protections, tests, réanimation, respirateurs, matériel médical et médicaments), ce qui condamne les habitants fragiles ou anxieux à rester chez eux. En effet, les cliniques privées, généralement mieux dotées, vivent des subsides de leurs clients : en conséquence, elles facturent à l'entrée un forfait sensé couvrir les frais d'hospitalisation. Par exemple, en Tunisie, un malade de la Covid-19, destiné à la réanimation, doit verser 25 000 dinars pour être admis dans un tel service privé. Cette somme correspond à un peu plus de 8 200 euros, soit l'équivalent de 3,5 années de salaires minimum – beaucoup de travailleurs informels ne touchent même pas ce revenu.

Soucieux avant tout du maintien de l'ordre en situation de vaches maigres, le Maroc, après des mois d'arrêt et de confinement, a maintenu un semi couvre-feu au long de l'été. Seule la Tunisie a rouvert ses frontières fin juin, mais elle a demandé trois jours de quarantaine aux visiteurs des pays à risque. La plupart des travailleurs émigrés en Europe ne sont pas rentrés au pays en cet été 2020 – sauf en Tunisie –, et le tourisme est totalement à l'arrêt (ce n'est pas rien dans des pays où, directement ou indirectement, il fait vivre un habitant sur quatre). Seul le textile marocain a sauvé la mise en produisant des dizaines de millions de masques, une compensation symbolique, sur laquelle le régime a très bien communiqué.

Partout, les services de sécurité sont en alerte rouge, car l'année économique et sociale est catastrophique : pour 2020, la croissance du PIB est estimée à l'automne à -7 % pour le Maroc et -9 % pour la Tunisie. À cela s'ajoutent un déficit budgétaire catastrophique estimé à près de 8 % du PIB dans les deux pays, ainsi que des déficits courants de 7-8 %, alors même que les importations ont été comprimées avec rudesse. La situation est sans précédent depuis des décennies : elle est à vrai dire inquiétante, non seulement pour les sociétés – car le chômage bondit partout, et que les faillites se multiplient : 40 % des artisans ont déjà fait faillite en Tunisie, et 35 % des PME en sont menacées, mais aussi pour la stabilité ma-

cro-économique et monétaire, car les pays sont déjà entrés fortement endettés dans la crise (autour de 80 %).

L'été s'est passé sous ces auspices. Mais à la rentrée 2020, très vite, les conditions sanitaires et les indicateurs épidémiques se sont suffisamment dégradés pour que, même la Tunisie déconfinée, en pleine atonie économique et crise gouvernementale – son gouvernement a changé le 2 septembre 2020 – prenne de nouvelles mesures avec confusion. L'instauration d'un couvre-feu à la mi-octobre, les interdictions d'ouverture des magasins, des terrasses, des restaurants, le midi, puis le soir, puis à nouveau le midi, les horaires changeants du couvre-feu, les interdictions de sortie des gouvernorats, la suspension des cours, la création d'une catégorie de pays dits de voisinage (comme la France ou l'Italie) pour éviter de couper les relations avec eux, et bien d'autres mesures prises puis changées ou annulées, attestent du désarroi des autorités, et de la difficulté de prendre des décisions, quand la population souffre économiquement et que les marges de manœuvre sont quasiment inexistantes.

Ajoutons qu'il est extrêmement difficile de savoir la réalité de l'épidémie. Les tests sont rares et chers. Ils sont vendus sur le marché de 70 à 130 euros, soit entre un tiers à deux tiers du salaire minimum mensuel, ce qui les rend inabordables pour la majeure partie de la population. Au Maroc, ils ont été plafonnés à 80 euros. Dans tous les cas, les tests PCR sont rares et la mesure de l'épidémie ne peut être que très partielle.

### **Le couvre-feu sanitaire se double de mesures sécuritaires**

**A**u Maroc, un mélange de laisser-aller et de mesures drastiques ont été prises, notamment à Casablanca, qui s'est retrouvée presque coupée de l'extérieur (comme en état de siège), pour parer la nouvelle vague épidémique. Il ne fait aucun doute que le couvre-feu sanitaire se double de mesures répressives et sécuritaires qui ne disent pas leur nom, mais qui permettent de maintenir le chaudron sous surveillance redoublée. Dans la capitale, tel quartier populaire, comme Taqaddoum, ou telle province, sont un temps coupés du monde, encerclés par les forces de l'ordre ou l'armée, entrées et sorties étant strictement limitées, ce qui semble indiquer que de telles mesures visent à étouffer les velléités des révoltes ou les tensions sociales de populations épuisées par la pauvreté, l'absence de revenus et des mois de confinement. Une autre preuve de cette grande vigilance s'illustre par les dates des rentrées scolaire et universitaire à la rentrée 2020. Si les choses se sont déroulées normalement en septembre en Tunisie, en dépit du fait que très vite, les classes ont été dédoublées par deux pour des raisons sanitaires, elles ont été décalées au Maroc jusqu'au 15 octobre, à l'université.

En Tunisie, les autorités politiques sont plus faibles et divisées par la crise politique. En situation à la fois

démocratique, de concurrence entre les pouvoirs, et de chômage de masse, il n'est guère possible pour elles d'user de la force. La gestion des conflits sociaux se fait en aval, avec des conséquences économiques aggravantes. Tout au long de l'année 2020 est montée la grave crise sociale de la région pétrolière de Kamour. Cette région du Sud, près de Tataouine, est l'une des plus déshéritées du pays. Exaspérés que le pétrole ne fournisse pas d'avantage de revenus à leur région, mais profite à tout le pays, ses jeunes ont coupé les routes et l'accès aux puits, obligeant les compagnies à stopper son exploitation. Après des mois de crises et de blocages, les autorités gouvernementales ont réglé la situation en fin d'année, en promettant l'embauche de milliers de diplômés chômeurs, ce qui n'est pas aisé dans une République qui croule sous le poids des charges de personnel. En effet, à la suite de la révolution, le pouvoir islamiste élu a considérablement gonflé l'effectif de l'administration, en y faisant entrer des dizaines de milliers de ses partisans, ce qui a exaspéré le Fonds monétaire international (FMI) et les bailleurs financiers.

À la suite de cette crise, dans tout le pays, des revendications et des manifestations ont éclaté, notamment à l'initiative des jeunes des quartiers populaires des grandes villes, et dans les petites villes de l'intérieur. Sans revendications politiques précises ni coordination, ces mouvements se sont transformés en émeutes nocturnes, qui ont commencé au cours du long week-end du 14 janvier (jour d'anniversaire du départ du président Ben Ali). Le gouvernement avait tenté de désamorcer la situation en décrétant un confinement presque total de quatre jours, qui fut peine perdue. Pendant des semaines, des échauffourées et des manifestations de nuit se sont succédées. Les autorités y ont mis fin au bout d'un mois à force de répression, par l'arrestation d'au moins 1 500 jeunes, retenus pendant quelques jours dans les commissariats ou prisons.

Quoique la véracité de ces chiffres soit discutable, le Maroc déplore vers le 20 février 2021, 8 600 victimes de la Covid, et la Tunisie 7 800, soit un taux de mortalité trois fois supérieur. L'épidémie apparente demeure assez modérée au regard de la situation dans de nombreuses régions du monde, même si le quasi-enfermement dans lequel vit le Maroc depuis un an, et la quasi-coupure de la Tunisie du reste du monde pouvaient laisser espérer mieux. La population tunisienne a accusé un peu vite les estivants nationaux d'avoir apporté le virus d'Europe quand l'épidémie est repartie à l'automne 2020 ; mais la reprise a été générale au Maghreb, même si elle frappe un peu moins ses voisins marocains et algériens. Or ceux-ci ont à peine rouvert leurs frontières nationales.

S'il s'est avéré que la peur s'est réellement instillée chez beaucoup de Maghrébins, tant est puissante la politique de communication des autorités nationales et internationales et de leurs relais médiatiques, une partie croissante des classes populaires doute, voire est de

plus en plus exaspérée. C'est ce que montre à l'hiver 2021 la reprise des tentatives de migrations de milliers de jeunes marocains et tunisiens vers l'Europe, désespérés par la situation économique et sociale dans leur pays. À l'inverse des classes aisées, et notamment des plus âgées, qui acceptent, voire demandent des précautions redoublées dans l'attente de plus en plus déclinée d'un vaccin pour tous (une solution est en vue au Maroc par le truchement de la Russie et de la Chine), les classes populaires, et notamment les jeunes, ont de fait renoncé aux précautions d'usage et aux gestes barrières, tant ces gestes paraissent dérisoires eu égard à leur situation. Soumises à des pertes d'emplois et de revenus massives, rarement mises en contact avec des personnes très affectées ou décédées, la colère et l'incompréhension ont succédé au doute. Sur les réseaux sociaux et dans les conversations, la peur a cédé la place à un cocktail de complotisme, de désespoir, d'agitation et d'attente anxieuse de jours meilleurs.

Au Maroc, la prolongation du confinement et de l'état de siège et d'exception, dit « d'urgence sanitaire » dévoile une inquiétude manifeste, d'autant plus politique que la Covid-19 circule, malgré tout, à basse intensité dans la région. Un autre indice de la nervosité des pouvoirs se lit dans les tracasseries dont sont l'objet les derniers contestataires à s'exprimer dans l'espace public et sur les réseaux, notamment les journalistes et quelques universitaires. Une poignée de signatures connues pour énoncer des faits qui dérangent ont eu maille à partir avec le régime, depuis le printemps. Omar Radi, un journaliste critique, a été incarcéré fin juillet 2020 pour viol, fut-ce une histoire fabriquée pour la circonstance. À la rentrée 2020, les ennuis se sont accentués pour l'historien Maâti Monjib, qui a été finalement enlevé puis condamné à un an de prison début 2021 (pour évasion fiscale, ce qui est dénué de fondement eu égard au salaire d'un universitaire). Un autre opposant et intellectuel de renom s'est vu sali par la diffusion de vidéos sexuelles avec sa compagne auprès de sa famille.

Des journaux électroniques pilotés par les services de renseignement ont déployé des campagnes de diffamation de ces opposants, monopolisant la communication sur ces affaires, accréditant des opérations politiques. D'autres indices de nervosité du régime sont perceptibles – tant d'ailleurs au Maroc qu'en Algérie –, se traduisant par la récurrence de violentes polémiques bilatérales par médias et diplomates interposés. Ce canal de mobilisation patriotique de l'opinion est souvent l'indice de tensions sous-jacentes.

À cette aune, la pratique politique répressive est moins directe en Tunisie, et la libre contestation du pouvoir est acceptée : dans la rue, au Parlement (notamment par la voix d'Abir Moussi), dans la presse et de la part des organisations de gauche et des syndicats. Mais la répression soudaine et assez brutale des manifestations en février a rappelé aux Tunisiens que l'appareil policier est non seulement présent, mais intact. ■